R2a : Pour un salaire étudiant

Résolution à l'attention de l'assemblée des délégué·es de la JS Suisse du 11 novembre 2023 à Lucerne

Signataires : Julien Berthod (JSVR), Elisa Moret (JSVR), Eliot Fournier (JSVR), Emile Bruttin (JSVR), Catarina Pinto (JSG), Mélanie Rufi (JSG), Federico Di Napoli (JSG), Adrien Rastello (JSG),

Le vendredi 8 novembre 2019, un étudiant de Lyon s'est immolé par le feu par désespoir de sa situation précaire. Son acte, son geste, qui a failli lui apporter la mort, était politique. Il revendiquait par là un salaire pour tous·tes les étudiant·es, en réponse au problème de leur précarité. Une telle revendication n'est pas utopique. Les jeunes danois possèdent déjà ce droit. Pour la rentrée 2022, leur bourse maximale était de 860 euros par mois.

En Suisse aussi, la précarité touche nos étudiant·es. En effet, les bourses sont encore trop faibles, en plus d'être inégales selon le canton d'origine des étudiant·es. Bien trop nombreux·euses sont ceux qui doivent étudier à plein temps, et travailler à temps partiel à côté juste pour avoir de quoi se nourrir et se loger.

Dans le contexte d'augmentation du coût de la vie que nous vivons tous·tes, nous devons revoir les fondements de notre système. Augmenter les rentes et les salaires n'est pas suffisant, le concept même et la définition capitaliste du travail doivent être réétudiées ! Considérons comme travail le rôle d'étudiant·e. Ce travail, bien qu'intellectuel et ne produisant intrinsèquement aucun bien, est bénéfique et indispensable pour la société. En le rémunérant, nous pouvons rendre les études accessibles à un plus grand nombre, sortir des jeunes de situations précaires et avancer vers une société plus égalitaire.

Actuellement, les étudiant·es dépendent financièrement de leur famille et cela est problématique pour plusieurs raisons. Parmi celles-ci se trouve par exemple le cas de jeunes dans des situations de violences familiales qui sont souvent pris dans un dilemme entre sécurité financière ou sortie d'une situation de violence. De plus, cette dépendance est renforcée par les allocations familiales qui sont reçues par défaut par les parents. Ce salaire étudiant permettrait donc une certaine indépendance, en plus de rendre plus accessibles les études supérieures aux classes socio-économiques plus basses dont les familles n'ont pas les moyens de les soutenir.

C'est pour cela que nous demandons :

- Des mesures contre la précarité des étudiant·es
- Une lutte pour une redéfinition du travail prenant en compte le travail des étudiant·es.
- La mise en place d'un salaire étudiant sans condition de revenu pour éviter des charges administratives discriminantes envers les classes sociales plus basses

Recommandation du Comité directeur : refuser en faveur de R2b